

HOLY SEE PRESS OFFICE  
OFICINA DE PRENSA DE LA SANTA SEDE



BUREAU DE PRESSE DU SAINT-SIEGE  
PRESSEAMT DES HEILIGEN STUHLIS

# **BOLLETTINO**

SALA STAMPA DELLA SANTA SEDE

N. 0013

Lunedì 08.01.2007

**Pubblicazione: Immediata**

**Sommario:**

- ◆ **UDIENZA AL CORPO DIPLOMATICO ACCREDITATO PRESSO LA SANTA SEDE**
- ◆ **COMUNICATO**

## ◆ **UDIENZA AL CORPO DIPLOMATICO ACCREDITATO PRESSO LA SANTA SEDE**

Alle ore 11 di questa mattina, nella Sala Regia del Palazzo Apostolico Vaticano, il Santo Padre Benedetto XVI riceve in Udienza i Membri del Corpo Diplomatico accreditato presso la Santa Sede, per la presentazione degli auguri per il nuovo anno.

Dopo l'indirizzo augurale formulato dal Decano del Corpo Diplomatico, S.E. il Prof. Giovanni Galassi, Ambasciatore della Repubblica di San Marino presso la Santa Sede, il Papa pronuncia il discorso che riportiamo di seguito:

### ● **DISCORSO DEL SANTO PADRE**

Monsieur le Doyen,

Excellences, Mesdames et Messieurs,

C'est avec plaisir que je vous accueille aujourd'hui, pour cette traditionnelle cérémonie d'échange de vœux. Bien qu'elle se renouvelle chaque année, il ne s'agit pas cependant d'une simple formalité, mais d'une occasion pour affermir notre espérance et pour nous engager toujours davantage au service de la paix et du développement des personnes et des peuples.

En premier lieu, je désire remercier votre Doyen, Monsieur l'Ambassadeur Giovanni Galassi, pour les aimables paroles par lesquelles il a exprimé vos vœux. J'adresse aussi un salut particulier aux Ambassadeurs qui

participent pour la première fois à cette rencontre. Je vous offre à tous mes vœux les plus cordiaux et je vous assure de mes prières, afin que 2007 vous apporte, à vous-mêmes, à vos familles, à vos collaborateurs, à tous les peuples et à leurs dirigeants, le bonheur et la paix.

En début d'année, nous sommes invités à porter un regard sur la situation internationale, pour envisager les défis que nous sommes appelés à affronter ensemble. Parmi les questions essentielles, comment ne pas penser aux millions de personnes, spécialement aux femmes et aux enfants, qui manquent d'eau, de nourriture, de toit ? Le scandale de la faim, qui tend à s'aggraver, est inacceptable dans un monde qui dispose des biens, des connaissances et des moyens d'y mettre un terme. Il nous pousse à changer nos modes de vie; il nous rappelle l'urgence d'éliminer les causes structurelles des dysfonctionnements de l'économie mondiale et de corriger les modèles de croissance qui semblent incapables de garantir le respect de l'environnement et un développement humain intégral pour aujourd'hui et surtout pour demain. J'invite à nouveau les Responsables des Nations les plus riches à prendre les dispositions nécessaires pour que les pays pauvres, souvent pleins de richesses naturelles, puissent bénéficier des fruits des biens qui leur appartiennent en propre. De ce point de vue, le retard dans la mise en œuvre des engagements pris par la communauté internationale au cours des toutes dernières années est aussi source de préoccupation. Il faut donc souhaiter la reprise des négociations commerciales du «Doha Development Round» de l'Organisation mondiale du Commerce, ainsi que la poursuite et l'accélération du processus d'annulation et de réduction de la dette des pays les plus pauvres, sans que cela soit conditionné à des mesures d'ajustement structurel, néfastes pour les populations les plus vulnérables.

Dans le domaine du désarmement également, se multiplient les symptômes d'une crise progressive, liée aux difficultés dans les négociations sur les armes conventionnelles aussi bien que sur les armes de destruction massive, et, d'autre part, à l'augmentation des dépenses militaires à l'échelle mondiale. Les questions de sécurité, aggravées par le terrorisme, qu'il faut condamner fermement, doivent être traitées dans une approche globale et clairvoyante.

En ce qui concerne les crises humanitaires, il convient de noter que les Organisations qui les affrontent ont besoin d'un soutien plus fort, afin qu'elles soient en mesure de fournir aux victimes protection et assistance. Une autre question qui prend toujours davantage de relief est celle des mouvements de personnes: des millions d'hommes et de femmes sont contraints à laisser leurs foyers ou leur patrie à cause de violences ou bien pour rechercher des conditions de vie plus dignes. Il est illusoire de penser que les phénomènes migratoires pourront être bloqués ou contrôlés simplement par la force. Les migrations et les problèmes qu'elles créent doivent être affrontés avec humanité, justice et compassion.

Comment ne pas se préoccuper non plus des continuelles atteintes à la vie, de la conception jusqu'à la mort naturelle ? De telles atteintes n'épargnent même pas des régions où la culture du respect de la vie est traditionnelle, comme en Afrique, où l'on tente de banaliser subrepticement l'avortement, par le Protocole de Maputo, ainsi que par le Plan d'action adopté par les Ministres de la santé de l'Union Africaine, qui sera d'ici peu soumis au Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement. Se développent également des menaces contre la structure naturelle de la famille, fondée sur le mariage d'un homme et d'une femme, et des tentatives de la relativiser en lui donnant le même statut que d'autres formes d'union radicalement différentes. Tout cela offense la famille et contribue à la déstabiliser, en en voilant la spécificité et le rôle social unique. D'autres formes d'agression à la vie sont commises parfois sous couvert de recherche scientifique. La conviction se répand que la recherche n'est soumise qu'aux lois qu'elle veut bien se donner et qu'elle n'a d'autre limite que ses propres possibilités. C'est le cas par exemple dans les tentatives de légitimer le clonage humain pour d'hypothétiques fins thérapeutiques.

Ce cadre préoccupant n'empêche pas de percevoir des éléments positifs qui caractérisent notre époque. Je voudrais mentionner en premier lieu la prise de conscience croissante de l'importance du dialogue entre les cultures et entre les religions. Il s'agit d'une nécessité vitale, en particulier en raison des défis communs concernant la famille et la société. Je relève d'ailleurs les nombreuses initiatives en ce sens, qui visent à bâtir les bases communes pour vivre dans la concorde.

Il convient aussi de noter le développement de la prise de conscience de la communauté internationale face aux

énormes défis de notre temps, ainsi que les efforts pour qu'elle se traduise en actes concrets. Au sein de l'Organisation des Nations unies, a été créé l'année dernière le Conseil des Droits de l'Homme, dont il faut espérer qu'il centrera son activité sur la défense et la promotion des droits fondamentaux de la personne, en particulier le droit à la vie et le droit à la liberté religieuse. Évoquant les Nations unies, je me sens le devoir de saluer avec gratitude Son Excellence Monsieur Kofi Annan pour l'œuvre accomplie au cours de ses mandats de Secrétaire général. Je formule les vœux les meilleurs pour son successeur Monsieur Ban Ki-moon, au moment où il vient de prendre ses fonctions.

Dans le cadre du développement, diverses initiatives ont été également lancées, auxquelles le Saint-Siège n'a pas manqué d'apporter son soutien, rappelant en même temps que ces projets ne doivent pas supprimer l'engagement des pays développés à destiner 0,7% de leur produit intérieur brut à l'aide internationale. Un autre élément important dans l'effort commun pour l'éradication de la misère requiert non seulement une assistance, dont on ne peut que souhaiter l'expansion, mais aussi la prise de conscience de l'importance de la lutte contre la corruption et la promotion de la bonne gouvernance. Il faut aussi encourager et poursuivre les efforts accomplis afin d'assurer l'application du droit humanitaire aux personnes et aux peuples, pour une protection plus efficace des populations civiles.

En considérant la situation politique dans les différents continents, nous trouvons encore des motifs de préoccupation et d'espérance. Nous constatons en premier lieu que la paix est bien souvent fragile et même bafouée. Nous ne pouvons pas oublier le Continent africain. Le drame du Darfour se poursuit et s'étend aux régions frontalières du Tchad et de la République centrafricaine. La communauté internationale semble impuissante depuis bientôt quatre ans, malgré les initiatives destinées à soulager les populations en détresse et à apporter une solution politique. C'est seulement par une collaboration active entre les Nations unies, l'Union Africaine, les gouvernements en cause et d'autres protagonistes que ces moyens pourront devenir efficaces. Je les invite tous à agir avec détermination : nous ne pouvons pas accepter que tant d'innocents continuent à souffrir et à mourir ainsi.

La situation dans la Corne de l'Afrique s'est récemment aggravée, avec la reprise des hostilités et l'internationalisation du conflit. En appelant toutes les parties à l'abandon des armes et à la négociation, qu'il me soit permis d'évoquer la mémoire de Sœur Leonella Sgorbati qui a donné sa vie au service des plus défavorisés, invoquant le pardon pour ses meurtriers. Que son exemple et son témoignage inspirent tous ceux qui cherchent réellement le bien de la Somalie.

En Ouganda, il faut souhaiter les progrès des négociations entre les parties, en vue de la fin d'un conflit cruel qui voit même l'enrôlement de nombreux enfants contraints de se faire soldats. Cela permettra aux nombreux déplacés de revenir chez eux et de retrouver une vie digne. La contribution des chefs religieux et la récente désignation d'un Représentant du Secrétaire général des Nations unies sont de bonne augure. Je le redis: n'oublions pas l'Afrique et ses nombreuses situations de guerre et de tension. Il faut se rappeler que seules les négociations entre les différents protagonistes peuvent ouvrir la voie à un règlement juste des conflits et faire entrevoir des progrès vers la consolidation de la paix.

La Région des Grands Lacs a été ensanglantée depuis des années par des guerres sans merci. C'est avec intérêt et espérance qu'il convient d'accueillir les développements positifs récents, en particulier la conclusion de la phase de transition politique au Burundi et plus récemment en République démocratique du Congo. Il est cependant urgent que les pays s'attachent à un retour au fonctionnement des institutions de l'état de droit, pour endiguer tous les arbitraires et pour permettre le développement social. Au Rwanda, je souhaite que le long processus de réconciliation nationale après le génocide trouve son aboutissement dans la justice, mais aussi dans la vérité et le pardon. La Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs, avec la participation d'une délégation du Saint-Siège et des représentants de nombreuses conférences épiscopales nationales et régionales de l'Afrique centrale et orientale, laisse entrevoir de nouvelles espérances. Enfin, je voudrais mentionner la Côte d'Ivoire, exhortant les parties en présence à créer un climat de confiance réciproque qui puisse conduire au désarmement et à la pacification, et d'autre part l'Afrique Australe: dans ces pays, des millions de personnes sont réduites à une situation de grande vulnérabilité, qui exige l'attention et l'appui de la communauté internationale.

Des signes positifs pour l'Afrique viennent également de la volonté exprimée par la communauté internationale de maintenir ce continent au centre de son attention, et aussi du renforcement des institutions continentales et régionales, qui témoignent de l'intention des pays concernés de devenir toujours davantage responsables de leur propre destin. De même, il faut louer l'attitude digne des personnes, qui chaque jour, sur le terrain, s'engagent avec détermination pour promouvoir des projets qui contribuent au développement et à l'organisation de la vie économique et sociale.

Le voyage apostolique que j'accomplirai au mois de mai prochain au Brésil me donne l'occasion de tourner mon regard vers ce grand pays, qui m'attend avec joie, et vers toute l'Amérique Latine et les Caraïbes. L'amélioration de certains indices économiques, l'engagement dans la lutte contre le trafic de drogue et contre la corruption, les divers processus d'intégration, les efforts pour améliorer l'accès à l'éducation, pour combattre le chômage et pour réduire les inégalités dans la distribution des revenus, constituent des indices à relever avec satisfaction. Si ces évolutions se consolident, elles pourront contribuer de façon déterminante à vaincre la pauvreté qui afflige de vastes secteurs de la population et à accroître la stabilité institutionnelle. S'agissant des élections qui se sont déroulées l'année dernière dans plusieurs pays, il convient de souligner que la démocratie est appelée à prendre en compte les aspirations de l'ensemble des citoyens, à promouvoir le développement dans le respect de toutes les composantes de la société, selon les principes de la solidarité, de la subsidiarité et de la justice. Il faut cependant mettre en garde contre le risque que l'exercice de la démocratie se transforme en dictature du relativisme, proposant des modèles anthropologiques incompatibles avec la nature et la dignité de l'homme.

Mon attention se tourne tout particulièrement vers certains pays, notamment la Colombie, où le long conflit interne a provoqué une crise humanitaire, surtout en ce qui concerne les personnes déplacées. Tous les efforts doivent être faits pour pacifier le pays, pour restituer aux familles leurs proches qui ont été enlevés, pour redonner sécurité et vie normale à des millions de personnes. De tels signes donneront confiance à tous, y compris à ceux qui ont été impliqués dans la lutte armée. Nos regards se tournent vers Cuba. En souhaitant que chacun de ses habitants puisse réaliser ses aspirations légitimes dans le souci du bien commun, permettez-moi de reprendre l'appel de mon vénéré Prédécesseur: «Que Cuba s'ouvre au monde et le monde à Cuba». L'ouverture réciproque avec les autres pays ne pourra qu'être au bénéfice de tous. Non loin de là, le peuple haïtien vit toujours dans une grande pauvreté et dans la violence. Je forme des vœux pour que l'intérêt de la communauté internationale, manifesté entre autres par les conférences des donateurs qui ont eu lieu en 2006, conduise à la consolidation des institutions et permette au peuple de devenir artisan de son propre développement, dans un climat de réconciliation et de concorde.

L'Asie montre avant tout des pays qui sont caractérisés par une population très nombreuse et un grand développement économique. Je pense à la Chine et à l'Inde, pays en pleine expansion, souhaitant que leur présence croissante sur la scène internationale entraîne des bénéfices pour les populations elles-mêmes et pour les autres nations. De même, je forme des vœux pour le Viet-Nâm, rappelant sa récente adhésion à l'Organisation mondiale du Commerce. Ma pensée rejoint les communautés chrétiennes. Dans la plupart des pays d'Asie, il s'agit souvent de communautés petites mais vivantes, qui désirent légitimement pouvoir vivre et agir dans un climat de liberté religieuse. C'est à la fois un droit primordial et une condition qui leur permettra de contribuer au progrès matériel et spirituel de la société, et d'être des éléments de cohésion et de concorde.

Au Timor oriental, l'Église catholique entend continuer à offrir sa contribution notamment dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de la réconciliation nationale. La crise politique traversée par ce jeune État, comme d'ailleurs par d'autres pays de la région, met en évidence une certaine fragilité des processus de démocratisation. De dangereux foyers de tension couvent dans la Péninsule de Corée. L'objectif de la réconciliation du peuple coréen et la dénucléarisation de la Péninsule, qui auront des effets bénéfiques dans toute la région, doivent être poursuivis dans le cadre de négociations. Il convient d'éviter les gestes qui puissent compromettre les pourparlers, sans toutefois conditionner aux résultats les aides humanitaires destinées aux couches de la population nord-coréenne les plus vulnérables.

Je voudrais attirer votre attention sur deux autres pays asiatiques, qui sont des motifs de préoccupation. En Afghanistan, au cours des derniers mois, il faut hélas déplorer une augmentation notable de la violence et des attaques terroristes, qui rendent difficile le chemin vers la sortie de crise et qui pèsent lourdement sur les populations locales. Au Sri Lanka, l'échec des négociations de Genève entre le Gouvernement et le Mouvement

Tamoul a entraîné une intensification du conflit, qui provoque d'immenses souffrances parmi les populations civiles. Seule la voie du dialogue pourra assurer un avenir meilleur et plus sûr pour tous.

Le Moyen-Orient est aussi source de grandes inquiétudes. Aussi ai-je voulu adresser une lettre aux catholiques de la région à l'occasion de Noël, pour exprimer ma solidarité et ma proximité spirituelle avec tous, et pour les encourager à poursuivre leur présence dans la région, sûr que leur témoignage sera une aide et un soutien en vue d'un avenir de paix et de fraternité. Je renouvelle mon appel pressant à toutes les parties en cause sur l'échiquier politique complexe de la région, avec l'espoir que se consolideront les signes positifs entre Israéliens et Palestiniens, enregistrés au cours des dernières semaines. Le Saint-Siège ne se lassera jamais de répéter que les solutions armées n'aboutissent à rien, comme on l'a vu au Liban l'été dernier. L'avenir de ce pays passe nécessairement par l'unité de toutes ses composantes et par des relations fraternelles entre les différents groupes religieux et sociaux. Cela constitue un message d'espérance pour tous. Il n'est pas possible de se satisfaire non plus de solutions partielles ou unilatérales. Pour mettre un terme à la crise et aux souffrances qu'elle occasionne dans les populations, il importe de procéder par une approche globale, qui n'exclue personne de la recherche d'une solution négociée et qui tienne compte des aspirations et des intérêts légitimes des différents peuples concernés; notamment, les Libanais ont droit à voir respectées l'intégrité et la souveraineté de leur pays; les Israéliens ont le droit de vivre en paix dans leur État; les Palestiniens ont droit à une patrie libre et souveraine. Si chacun des peuples de la région voit ses attentes prises en considération et se sent moins menacé, la confiance mutuelle se renforcera. Cette même confiance se développera si un pays comme l'Iran, tout spécialement en ce qui concerne son programme nucléaire, accepte de donner une réponse satisfaisante aux préoccupations légitimes de la communauté internationale. Des pas accomplis dans ce sens auront sans aucun doute un effet positif pour la stabilisation de toute la région, et de l'Iraq en particulier, mettant fin à l'épouvantable violence qui ensanglante ce pays et offrant la possibilité de relancer sa reconstruction et la réconciliation entre tous ses habitants.

Plus près de nous, en Europe, de nouveaux pays, la Bulgarie et la Roumanie, nations de longue tradition chrétienne, ont fait leur entrée dans l'Union européenne. Alors que l'on s'apprête à célébrer le cinquantième anniversaire des Traités de Rome, une réflexion s'impose sur le Traité constitutionnel. Je souhaite que les valeurs fondamentales qui sont à la base de la dignité humaine soient pleinement protégées, en particulier la liberté religieuse dans toutes ses dimensions et les droits institutionnels des Églises. De même, on ne peut faire abstraction de l'indéniable patrimoine chrétien de ce continent, qui a largement contribué à modeler l'Europe des Nations et l'Europe des peuples. Le cinquantième anniversaire de l'insurrection de Budapest, fêté au mois d'octobre dernier, nous a rappelé les événements dramatiques du vingtième siècle qui incitent tous les Européens à construire un avenir libre de toute oppression et de tout conditionnement idéologique, à tisser des liens d'amitié et de fraternité, et à manifester sollicitude et solidarité envers les plus pauvres et les plus petits; de même, il importe de purifier les tensions du passé, en promouvant la réconciliation à tous les niveaux, car c'est elle seule qui permet de construire l'avenir et de consentir à l'espérance. J'appelle aussi tous ceux qui, dans le continent européen, sont tentés par le terrorisme, à cesser toute activité de ce genre, car de tels comportements, qui font prévaloir la violence et qui engendrent la peur chez les populations, constituent une voie sans issue. Je pense aussi aux divers «conflits gelés», souhaitant qu'ils trouvent rapidement une solution définitive, et aux tensions récurrentes liées aujourd'hui surtout aux ressources énergétiques.

Je souhaite que la région des Balkans parvienne à la stabilisation que tous espèrent, en particulier grâce à l'intégration des nations qui la composent dans les structures continentales et au soutien de la communauté internationale. L'établissement de relations diplomatiques avec la République du Monténégro, qui vient d'entrer pacifiquement dans le concert des nations, et l'Accord de Base signé avec la Bosnie Herzégovine sont des marques de l'attention constante du Saint-Siège pour la région des Balkans. Alors qu'approche le moment où sera défini le statut du Kosovo, le Saint-Siège demande à tous ceux qui sont concernés un effort de sagesse clairvoyante, de flexibilité et de modération, afin que soit trouvée une solution qui respecte les droits et les attentes légitimes de tous.

Les situations que j'ai évoquées constituent un défi, qui nous implique tous; il s'agit d'un défi qui consiste à promouvoir et à consolider tout ce qu'il y a de positif dans le monde et à surmonter, avec bonne volonté, sagesse et ténacité tout ce qui blesse, dégrade et tue l'homme. C'est en respectant la personne humaine qu'il est possible de promouvoir la paix et c'est en bâtissant la paix que sont jetées les bases d'un authentique

humanisme intégral. C'est ici que trouve réponse la préoccupation de tant de nos contemporains face à l'avenir. Oui, l'avenir pourra être serein si nous travaillons ensemble pour l'homme. L'homme, créé à l'image de Dieu, a une dignité incomparable; l'homme, qui est si digne d'amour aux yeux de son Créateur, que Dieu n'a pas hésité à donner pour lui son propre Fils. C'est cela le grand mystère de Noël, que nous venons de célébrer et dont l'atmosphère joyeuse se poursuit jusqu'à notre rencontre d'aujourd'hui. Dans son engagement au service de l'homme et de la construction de la paix, l'Église est aux côtés de toutes les personnes de bonne volonté et elle offre une collaboration désintéressée. Qu'ensemble, chacun à sa place et avec ses propres talents, nous sachions travailler à la construction d'un humanisme intégral qui peut seul assurer un monde pacifique, juste et solidaire. Ce souhait s'accompagne de la prière que je fais monter vers le Seigneur pour vous-mêmes, pour vos familles, pour vos collaborateurs et pour les peuples que vous représentez.

Merci a tous!

[00032-03.01] [Texte original: Français]

• TRADUZIONE IN LINGUA INGLESE

Your Excellencies,

Ladies and Gentlemen,

I am pleased to welcome you here today, for this traditional ceremony in which we exchange greetings. Although it is an annual event, it is by no means a mere formality; rather, it is an opportunity to strengthen our hope and to deepen our commitment to serve the cause of peace and the development of individuals and peoples.

Firstly, I should like to thank the Dean, Ambassador Giovanni Galassi, for the kind words that he has addressed to me on your behalf. I also extend a particular greeting to the Ambassadors who are present at this meeting for the first time. To all of you I offer my most cordial good wishes and I assure you of my prayers that the year 2007 will bring happiness and peace to you and your families, to your staff and to all peoples and their leaders.

At the start of the year, we are invited to turn our attention to the international situation, so as to focus upon the challenges that we are called to address together.

Among the key issues, how can we not think of the millions of people, especially women and children, who lack water, food, or shelter? The worsening scandal of hunger is unacceptable in a world which has the resources, the knowledge, and the means available to bring it to an end. It impels us to change our way of life, it reminds us of the urgent need to eliminate the structural causes of global economic dysfunction and to correct models of growth that seem incapable of guaranteeing respect for the environment and for integral human development, both now and in the future. Once again I invite the leaders of the wealthiest nations to take the necessary steps to ensure that poor countries, which often have a wealth of natural resources, are able to benefit from the fruits of goods that are rightfully theirs. From this point of view, the delay in implementing the commitments undertaken by the international community during the last few years is another cause of concern. So it is to be hoped that the trade negotiations of the "Doha Development Round" of the World Trade Organization will be resumed, and that the process of debt cancellation and reduction for the poorest countries will be continued and accelerated. At the same time, these processes must not be made conditional upon structural adjustments that are detrimental to the most vulnerable populations.

Equally, in the area of disarmament, symptoms of a developing crisis are multiplying, linked to difficulties in negotiations over conventional weapons and weapons of mass destruction and also to the rise in global military expenditure. Security issues – aggravated by terrorism, which is to be utterly condemned – must be approached from a global and far-sighted perspective.

As far as humanitarian crises are concerned, we should note that the organizations dealing with them need greater support, so that they can be equipped to provide protection and assistance to the victims. Another

concern which looms ever larger is that of the movement of persons: millions of men and women are forced to leave their homes or their native lands because of violence or in order to seek more dignified living conditions. It is an illusion to think that migration can be blocked or checked simply by force. Migration and the problems to which it gives rise must be addressed humanely, with justice and compassion.

How can we not be alarmed, moreover, by the continuous attacks on life, from conception to natural death? Such attacks do not even spare regions with a traditional culture of respecting life, such as Africa, where there is an attempt to trivialize abortion surreptitiously, both through the Maputo Protocol and through the Plan of Action adopted by the Health Ministers of the African Union – shortly to be submitted to the Summit of Heads of State and Heads of Government. Equally, there are mounting threats to the natural composition of the family based on the marriage of a man and a woman, and attempts to relativize it by giving it the same status as other radically different forms of union. All this offends and helps to destabilize the family by concealing its specific nature and its unique social role. Other forms of attack on life are sometimes committed in the name of scientific research. There is a growing conviction that research is subject only to the laws that it chooses for itself and that it is limited only by its own possibilities. This is the case, for example, in attempts to legitimize human cloning for supposedly therapeutic ends.

This overview of matters of concern must not distract our attention from the positive elements characteristic of the modern age. I should like to mention first of all the growing awareness of the importance of dialogue between cultures and between religions. This is a vital necessity, particularly in view of the challenges we all face regarding the family and society. I want to draw attention, moreover, to numerous initiatives in this area aimed at building common foundations for harmonious co-existence.

It is also timely to note the growing awareness shown by the international community of the enormous challenges of our time, and the efforts made to transform this awareness into concrete action. Within the United Nations Organization, the Council for Human Rights was established last year, and it is to be hoped that this will focus its activity on defence and promotion of the fundamental rights of the person, especially the right to life and the right to religious freedom. Speaking of the United Nations, I feel I must mention with gratitude His Excellency Mr Kofi Annan for the work accomplished during his time in office as Secretary-General. I also express my best wishes for his successor, Mr Ban Ki-moon, who has recently assumed his new responsibilities.

Within the framework of development, various initiatives have been undertaken to which the Holy See has not failed to pledge its support, at the same time reiterating that these projects must not supplant the commitment of developed countries to devote 0.7% of their gross domestic product to international aid. Another important element in the collective struggle to eliminate poverty, in addition to aid – which one can only hope will expand – is a greater awareness of the need to combat corruption and to promote good governance. We must also encourage and continue the efforts that have been made to guarantee human rights to individuals and peoples, for the sake of more effective protection of civilian populations.

In considering the political situation in the various continents, we find even more reasons for concern and reasons for hope. At the outset, we note that peace is often fragile and even mocked. We cannot forget the African Continent. The drama of Darfur continues and is being extended to the border regions of Chad and the Central African Republic. The international community has seemed powerless for almost four years, despite initiatives intended to bring relief to the populations in distress and to arrive at a political solution. Only by active cooperation between the United Nations, the African Union, the governments and other interested parties will these methods achieve results. I invite all those concerned to act with determination: we cannot accept that so many innocent people continue to suffer and die in this way.

The situation in the Horn of Africa has recently become more serious, with the resumption of hostilities and the internationalization of the conflict. While calling upon all parties to lay down their arms and to enter negotiations, I should like to invoke the memory of Sister Leonella Sgorbati, who gave her life in the service of the least fortunate, and prayed that her murderers be forgiven. May her example and her witness inspire all those who truly seek the good of Somalia. With regard to Uganda, we must pray for the progress of negotiations between the parties, in order to hasten the end of that cruel conflict which has even seen numerous children enlisted and

forced to become soldiers. This would allow the many displaced persons to return home and to resume a dignified way of life. The contribution of religious leaders and the recent appointment of a Representative of the Secretary-General of the United Nations augur well. I repeat: we must not forget Africa with its numerous situations of war and tension. We must remember that only negotiations between the various protagonists can open the way to a just settlement of the conflicts and offer a glimpse of progress towards the establishment of lasting peace.

The Great Lakes Region has seen much bloodshed over the years through merciless wars. Recent positive developments are to be welcomed with interest and hope, especially the conclusion of the period of political transition in Burundi and, more recently, in the Democratic Republic of Congo. Yet it is urgent that these countries commit themselves to restoring the proper functioning of the rule of law, in order to disarm the warlords and allow society to develop. In Rwanda, I pray that the long process of national reconciliation after the genocide may finally result in justice, but also in truth and forgiveness. The International Conference on the Great Lakes Region, with the participation of a delegation from the Holy See and representatives of numerous national and regional Episcopal conferences of Central and Eastern Africa, affords a glimpse of new hopes. Finally, I should like to mention the Ivory Coast, urging the embattled parties to create a climate of mutual trust that can lead to disarmament and peace. And I should like to speak of Southern Africa: in the countries of this region, millions of people are reduced to a situation of great vulnerability that clamours for the attention and the support of the international community.

Among the positive signs for Africa is the wish expressed by the international community to keep its attention focused on this continent. Likewise, the strengthening of Africa's continental and regional institutions bears witness to the desire of the countries concerned to take increasing charge of their own destiny. Moreover, we must pay tribute to the laudable attitude of the people who commit themselves with determination every day, on the ground, to promote projects which contribute to the development and the organization of economic and social life.

The apostolic journey that I shall undertake next May to Brazil gives me the opportunity to turn my attention towards that great country, which awaits me with joy, and towards the whole of Latin America and the Caribbean. The improvement in certain economic indicators, the commitment to combat drug-trafficking and corruption, the various processes of integration, the efforts to improve access to education, to fight unemployment and to reduce inequalities in the distribution of revenues – these are all signs to be viewed with satisfaction. If these developments are consolidated, they will be able to make a decisive contribution to overcoming the poverty that afflicts vast sectors of the population and to increasing the stability of institutions. In the light of the elections that took place last year in several countries, it should be emphasized that democracy is called to take into account the aspirations of the citizens as a whole, and to promote increasing respect for all the components of society, according to the principles of solidarity, subsidiarity and justice. Yet the practice of democracy must not be allowed to turn into the dictatorship of relativism, by proposing anthropological models incompatible with the nature and dignity of the human person.

My attention is focused in a special way on certain individual countries – notably Colombia, where the long internal conflict has provoked a humanitarian crisis, especially as far as displaced persons are concerned. Every effort must be made to bring peace to the country, to return to families their loved ones who have been kidnapped, to restore security and normal life for millions of people. Such signs will give confidence to everyone, including those who have been implicated in the armed struggle. Our attention is also turned towards Cuba. In voicing the hope that all of its inhabitants may realize their legitimate aspirations, amid concern for the common good, I should like to renew the appeal made by my venerable Predecessor: "Let Cuba open itself to the world, and let the world open itself to Cuba." Mutual openness to other countries can only bring benefits to all concerned. Not far away, the people of Haiti continue to live in great poverty surrounded by violence. I pray that the interest of the international community – manifested among other things by the conferences of donors that took place in 2006 – will lead to the consolidation of institutions and will allow the people to become the architects of their own development, amid a climate of reconciliation and harmony.

The Asian continent includes countries characterized by very large populations and significant economic development. I am thinking of China and India, countries that are in rapid expansion, and I hope that their



growing presence on the international stage will bring with it benefits for their own populations and for other nations. Likewise, I pray for Vietnam, recalling its recent entry into the World Trade Organization. My thoughts go out to the Christian communities. In most Asian countries, they tend to be small but lively communities, with a legitimate desire to be able to live and act in a climate of religious liberty. This is not only a primordial right but it is a condition that will enable them to contribute to the material and spiritual progress of society, and to be sources of cohesion and harmony.

In East Timor, the Catholic Church intends to continue making her contribution, notably in the fields of education, healthcare and national reconciliation. The political crisis experienced by this young State, and by other countries in the region, highlights a certain fragility in the processes of democratization. Dangerous sources of tension are lurking in the Korean Peninsula. The goal of reconciling the Korean people and maintaining the Peninsula as a nuclear-free zone – which will bring benefits to the entire region – must be pursued within the context of negotiations. It is important to avoid gestures that could compromise the talks, and likewise to avoid making their results a condition for the humanitarian aid destined for the most vulnerable sectors of the North Korean population.

I would like to draw your attention to two other Asian countries that give cause for concern. In Afghanistan, in recent months, we can only deplore the notable increase in violence and terrorist attacks. This has rendered the way out of the crisis more difficult, and it weighs heavily on the local population. In Sri Lanka, the failure of the Geneva negotiations between the Government and the Tamil Movement has brought with it an intensification of the conflict, causing great suffering among the civilian population. Only the path of dialogue can ensure a better and safer future for all.

The Middle East is also a source of great anxiety. For this reason I decided to write a Christmas letter to the Catholics of the region, expressing my solidarity and spiritual closeness to them all, and encouraging them to remain in the region, as I am sure that their witness will be of assistance and support for a future of peace and fraternity. I renew my urgent appeal to all parties involved in the complex political chessboard of the region, hoping for a consolidation of the positive signs noted in recent weeks between Israelis and Palestinians. The Holy See will never tire of reiterating that armed solutions achieve nothing, as we saw in Lebanon last summer. In fact, the future of that country depends upon the unity of all its components, and upon fraternal relations between its different religious and social groupings. This would constitute a message of hope for all. It is no longer possible to be satisfied with partial or unilateral solutions. In order to put an end to the crisis and to the sufferings it causes among the population, a global approach is needed, which excludes no one from the search for a negotiated settlement, taking into account the legitimate interests and aspirations of the different peoples involved. In particular, the Lebanese have a right to see the integrity and sovereignty of their country respected; the Israelis have a right to live in peace in their State; the Palestinians have a right to a free and sovereign homeland. When each of the peoples in the region sees that its expectations are taken into consideration and thus feels less threatened, then mutual trust will be strengthened. This trust will grow if a country like Iran, especially in relation to its nuclear programme, agrees to give a satisfactory response to the legitimate concerns of the international community. Steps taken in this direction surely help to stabilize the whole region, especially Iraq, putting an end to the appalling violence which disfigures that country with bloodshed, and offering an opportunity to work for reconstruction and reconciliation between all its inhabitants.

Closer to us, in Europe, two new countries, Bulgaria and Romania, nations with a long Christian tradition, have joined the European Union. As the celebration of the fiftieth anniversary of the Treaty of Rome approaches, some reflection on the Constitutional Treaty would seem appropriate. I hope that the fundamental values that are at the basis of human dignity will be fully protected, particularly religious freedom in all its dimensions and the institutional rights of Churches. Likewise, one cannot ignore the undeniable Christian heritage of the continent, which has greatly contributed to the formation of European nations and European peoples. The fiftieth anniversary of the rising of Budapest, celebrated last October, calls to mind the dramatic events of the twentieth century, and it prompts all Europeans to build a future free from oppression and from ideological conditioning, to establish bonds of friendship and fraternity, and to show concern and solidarity towards the poor and the weak. Likewise, the tensions of the past must be purified by promoting reconciliation at all levels, since this alone opens the way to the future and gives hope. I also appeal to all those on European soil who are tempted by terrorism, to cease from all such activity: actions of this kind only lead to more violence and create fear among

populations – they are simply a dead end. And I must also mention the various "frozen conflicts" and today's recurring tensions linked to energy resources, in the hope that they will find a rapid and definitive solution.

I pray that the Balkan region will arrive at the stability so ardently desired, particularly through the integration of the nations concerned into continental structures with the support of the international community. The establishment of diplomatic relations with the Republic of Montenegro, which has recently entered peacefully into the family of nations, and the Fundamental Accord signed with Bosnia-Herzegovina are signs of the Holy See's constant concern for the Balkan region. As the moment approaches in which the statute of Kosovo will be defined, the Holy See asks all concerned to strive with far-sighted wisdom, flexibility and moderation, so that a solution may be found which respects the rights and legitimate expectations of all.

The situations I have mentioned constitute a challenge that touches us all – a challenge to promote and consolidate all the positive elements in the world, and to overcome, with good will, wisdom and tenacity, all that causes injury, degradation and death. It is by respecting the human person that peace can be promoted, and it is by building peace that the foundations of an authentic integral humanism are laid. This is where I find the answer to the concern for the future voiced by so many of our contemporaries. Yes, the future can be serene if we work together for humanity. Man, created in the image of God, has an incomparable dignity; man, who is so worthy of love in the eyes of his Creator that God did not hesitate to give his own Son for him. That is the great mystery of Christmas, which we have just celebrated, and which continues to spread its joyful atmosphere over our meeting today. In her commitment to serve humanity and to build peace, the Church stands alongside all people of good will and she offers impartial cooperation. Together, each in his place and with his respective gifts, let us work to build an integral humanism which alone can guarantee a world of peace, justice and solidarity. In expressing this hope, I also pray to the Lord for all of you, for your families, for your staff, and for the peoples that you represent.

[00032-02.01] [Original text: French]

#### • TRADUZIONE IN LINGUA SPAGNOLA

Señor Decano,

Excelencias, Señoras y Señores:

Con mucho gusto os recibo hoy para esta tradicional ceremonia de intercambio de felicitaciones. Aunque se renueva cada año, no se trata sin embargo de una simple formalidad, sino de una ocasión para consolidar nuestra esperanza y para comprometernos aún más al servicio de la paz y del desarrollo de las personas y de los pueblos.

En primer lugar, deseo agradecer a vuestro Decano, el Embajador Giovanni Galassi, las amables palabras con las que ha expresado vuestra felicitación. Dirijo también un saludo particular a los Embajadores que participan por primera vez en este encuentro. A todos os expreso mis más cordiales votos y os aseguro mis oraciones para que el 2007 sea para vosotros, vuestras familias y colaboradores, para todos los pueblos y para quienes los rigen, un año de prosperidad y de paz.

Al inicio del año se nos invita a mirar la situación internacional para examinar los retos que debemos afrontar juntos. Entre las cuestiones esenciales, ¿cómo no pensar en los millones de personas, especialmente mujeres y niños, que carecen de agua, comida y vivienda? El escándalo del hambre, que tiende a agravarse, es inaceptable en un mundo que dispone de bienes, de conocimientos y de medios para subsanarlo. Esto nos impulsa a cambiar nuestros modos de vida y nos recuerda la urgencia de eliminar las causas estructurales de las disfunciones de la economía mundial, y corregir los modelos de crecimiento que parecen incapaces de garantizar el respeto del medio ambiente y un desarrollo humano íntegro para hoy y sobre todo para el futuro. Invito de nuevo a los Responsables de las Naciones más ricas a tomar las iniciativas necesarias para que los países pobres, que a menudo poseen muchas riquezas naturales, puedan beneficiarse de los frutos de sus propios bienes. Desde este punto de vista, es también motivo de preocupación el retraso en el cumplimiento de los compromisos asumidos por la comunidad internacional en los años recientes. Sería, pues, de desear la reanudación de las negociaciones comerciales de "Doha Development Round" de la Organización Mundial del

Comercio, así como la continuación y la aceleración del proceso de anulación y reducción de la deuda de los países más pobres, sin que eso esté condicionado por medidas de ajuste estructural, perjudiciales para las poblaciones más vulnerables.

Igualmente, en el ámbito del desarme, se multiplican los síntomas de una crisis progresiva, vinculada a las dificultades en las negociaciones sobre las armas convencionales así como sobre las armas de destrucción masiva, y, por otra parte, al aumento de los gastos militares a escala mundial. Las cuestiones de seguridad, agravadas por el terrorismo que es necesario condenar firmemente, deben tratarse con un enfoque global y clarividente.

Por lo que se refiere a las crisis humanitarias, conviene tener en cuenta que las Organizaciones que las afrontan necesitan un apoyo más fuerte, a fin de que puedan proporcionar protección y asistencia a las víctimas. Otra cuestión que adquiere siempre más relieve es la de los movimientos de personas: millones de hombres y mujeres se ven obligados a dejar sus hogares o su patria debido a violencias, o a buscar condiciones de vida más dignas. Es ilusorio pensar que los fenómenos migratorios puedan ser bloqueados o controlados simplemente por la fuerza. Las migraciones y los problemas que crean deben afrontarse con humanidad, justicia y compasión.

¿Cómo no preocuparse también de los continuos atentados a la vida, desde la concepción hasta la muerte natural? Tales atentados afectan incluso a regiones donde la cultura del respeto de la vida es tradicional, como en África, donde se intenta trivializar subrepticamente el aborto por medio del Protocolo de Maputo, así como por el Plan de acción adoptado por los Ministros de Sanidad de la Unión Africana, y que dentro de poco se someterá a la Cumbre de Jefes de Estado y de Gobierno. Se extienden también amenazas contra la estructura natural de la familia, fundada en el matrimonio de un hombre y una mujer, así como los intentos de relativizarla dándole el mismo estatuto que a otras formas de unión radicalmente diferentes. Todo esto ofende la familia y contribuye a desestabilizarla, violando su carácter específico y su papel social único. Otras formas de agresión a la vida se cometen a veces al amparo de la investigación científica. Se apoya en la convicción de que la investigación no está sometida más que a las leyes que ella se da a sí misma, y que no tiene otro límite que sus propias posibilidades. Es el caso, por ejemplo, del intento de legitimar la clonación humana para hipotéticos fines terapéuticos.

Este cuadro preocupante no impide percibir elementos positivos que caracterizan nuestra época. Quisiera mencionar, en primer lugar, la creciente toma de conciencia sobre la importancia del diálogo entre las culturas y entre las religiones. Se trata de una necesidad vital, concretamente ante los retos comunes que afectan a la familia y a la sociedad. Por otra parte, pongo de relieve numerosas iniciativas en este sentido, encaminadas a construir las bases comunes para vivir en concordia.

Conviene también tener en cuenta cómo la comunidad internacional ha tomado conciencia cada vez más de los enormes retos de nuestro tiempo, así como de los esfuerzos para que se traduzca en actos concretos. En el seno de la Organización de las Naciones Unidas, el año pasado se ha creado el Consejo de Derechos Humanos, esperando que centre su actividad en la defensa y promoción de los derechos fundamentales de la persona, en particular el derecho a la vida y el derecho a la libertad religiosa. Evocando las Naciones Unidas, me siento en el deber de saludar con gratitud a Su Excelencia el Señor Kofi Annan por la obra llevada a cabo durante sus mandatos de Secretario General. Formulo mis mejores votos para su sucesor, el Señor Ban Ki-moon, que acaba de asumir sus funciones.

En el ámbito del desarrollo, se han promovido también diversas iniciativas a las que la Santa Sede ha ofrecido su apoyo, recordando al mismo tiempo que estos proyectos no deben dispensar del compromiso de los países desarrollados de destinar el 0,70% de su producto interior bruto para la ayuda internacional. Otro elemento importante es el esfuerzo común para la erradicación de la miseria, que requiere no sólo una asistencia cuya extensión es de desear, sino también la toma de conciencia sobre la importancia de la lucha contra la corrupción y la promoción de la buena administración. Es necesario también fomentar y continuar los esfuerzos realizados con el fin de garantizar la aplicación del derecho humanitario a las personas y a los pueblos, para una protección más eficaz de las poblaciones civiles.

Al considerar la situación política en los distintos continentes, encontramos aún muchos motivos de preocupación y de esperanza. Constatamos en primer lugar que la paz es a menudo muy frágil e incluso ridiculizada. No podemos olvidar el Continente africano. El drama de Darfour continúa y se extiende a las regiones fronterizas del Chad y de la República Centroafricana. La comunidad internacional parece impotente desde hace casi cuatro años, a pesar de las iniciativas destinadas a aliviar a las poblaciones indefensas y a aportar una solución política. Estos medios sólo podrán ser eficaces mediante una colaboración activa entre las Naciones Unidas, la Unión Africana, los Gobiernos implicados y otros protagonistas. Les invito a todos a actuar con determinación: no podemos aceptar que tantos inocentes sigan sufriendo y muriendo así.

La situación en el Cuerno de África se ha agravado recientemente con la reanudación de las hostilidades y la internacionalización del conflicto. Al llamar a todas las partes a que abandonen las armas y a la negociación, me permito recordar a Sor Leonella Sgorbati, que dio su vida al servicio de los más desfavorecidos, invocando el perdón para sus asesinos. Que su ejemplo y su testimonio inspiren a todos los que buscan realmente el bien de Somalia.

En Uganda, es preciso alentar los avances de las negociaciones entre las partes, de cara a poner fin a un conflicto cruel en el que se han reclutado incluso numerosos niños obligados a hacer de soldados. Esto permitirá a muchos desplazados volver a su casa y reemprender una vida digna. La colaboración de los jefes religiosos y la reciente designación de un Representante del Secretario General de las Naciones Unidas son un buen augurio. Repito: no olvidemos África y sus numerosas situaciones de guerra y tensión. Es necesario recordar que sólo las negociaciones entre los diferentes protagonistas pueden abrir la vía para una justa solución de los conflictos y dejar entrever un progreso en la consolidación de la paz.

La Región de los Grandes Lagos se ha visto ensangrentada, después de años, por guerras feroces. Con satisfacción y esperanza conviene acoger la reciente evolución positiva, en particular la conclusión de la fase de transición política en Burundi y más recientemente en la República Democrática del Congo. Sin embargo, es urgente que los países se esfuercen en recuperar el funcionamiento de las instituciones del estado de derecho, para poner freno a todas las arbitrariedades y permitir el desarrollo social. Para Ruanda, deseo que el largo proceso de reconciliación nacional después del genocidio alcance su fruto en la justicia, y también en la verdad y el perdón. La Conferencia internacional sobre la Región de los Grandes Lagos, con la participación de una delegación de la Santa Sede y de representantes de numerosas conferencias episcopales nacionales y regionales de África Central y Oriental, deja entrever nuevas esperanzas. Finalmente, quisiera mencionar Costa de Marfil, exhortando a las partes implicadas a crear un clima de confianza recíproca que pueda llevar al desarme y a la pacificación, y, por otra parte, África Austral: en estos países, millones de personas se ven reducidas a una situación muy vulnerable, que exige la atención y el apoyo de la comunidad internacional.

Señales positivas para África vienen igualmente de la voluntad, expresada por la comunidad internacional, de mantener este continente en el centro de su atención, y también de reforzar las instituciones continentales y regionales, que da prueba de la intención de los países interesados de hacerse cada vez más responsables de su propio destino. Asimismo, es necesario alabar la digna actitud de las personas que cada día, sobre el terreno, se comprometen con determinación a promover proyectos que contribuyen al desarrollo y a la organización de la vida económica y social.

El viaje apostólico, que en el próximo mes de mayo haré a Brasil, me ofrece la ocasión de dirigir mi mirada hacia este gran país que me espera con alegría, y hacia toda Latinoamérica y el Caribe. La mejora de algunos índices económicos, el compromiso en la lucha contra el tráfico de drogas y contra la corrupción, los distintos procesos de integración, los esfuerzos para mejorar el acceso a la educación, para combatir el desempleo y para reducir desigualdades en la distribución de las rentas, son índices que se han de destacar con satisfacción. Si estos progresos se consolidan, podrán contribuir de manera determinante a vencer la pobreza que aflige a vastos sectores de la población y aumentar la estabilidad institucional. Al tratar sobre las elecciones que se han tenido el año pasado en varios países, conviene subrayar que la democracia está llamada a tener en cuenta las aspiraciones del conjunto de los ciudadanos, a promover el desarrollo en el respeto de todos los miembros de la sociedad, según los principios de la solidaridad, de la subsidiariedad y de la justicia. Sin embargo, conviene ponerse en guardia frente al riesgo de un ejercicio de la democracia que se transforme en dictadura del relativismo, proponiendo modelos antropológicos incompatibles con la naturaleza y la dignidad del

hombre.

Mi atención se dirige muy especialmente hacia algunos países, en particular Colombia, donde el largo conflicto interno ha provocado una crisis humanitaria, sobre todo por lo que se refiere a las personas desplazadas. Se deben hacer todos los esfuerzos necesarios para pacificar el país, para devolver las personas secuestradas a sus familias, para volver a dar seguridad y una vida normal a millones de personas. Tales señales darían confianza a todos, incluso a los que han estado implicados en la lucha armada. Nuestra mirada se dirige a Cuba. Con el deseo de que cada uno de sus habitantes pueda realizar sus aspiraciones legítimas en favor del bien común, permitidme que retome la llamada de mi venerado Predecesor: «Que Cuba se abra al mundo y el mundo a Cuba». La apertura recíproca con los demás países redundará en beneficio de todos. No lejos de allí, el pueblo haitiano vive todavía en una gran pobreza y en la violencia. Formulo mis votos para que el interés de la comunidad internacional, manifestado entre otras iniciativas por las conferencias de donantes que tuvieron lugar en 2006, lleve a la consolidación de las instituciones y permita al pueblo convertirse en protagonista de su propio desarrollo, en un clima de reconciliación y concordia.

Asia presenta, ante todo, unos países caracterizados por una población muy numerosa y un gran desarrollo económico. Pienso en China y en la India, países en plena expansión, deseando que su presencia creciente en la escena internacional conlleve beneficios para sus propias poblaciones y para las otras naciones. Igualmente, formulo votos por Vietnam, recordando su reciente adhesión a la Organización Mundial del Comercio. Mi pensamiento se dirige a las comunidades cristianas. En la mayor parte de los países de Asia se trata a menudo de comunidades pequeñas, pero vivas, que desean legítimamente poder vivir y actuar en un clima de libertad religiosa. Éste es un derecho primordial y al mismo tiempo una condición que les permitirá contribuir al progreso material y espiritual de la sociedad, actuando como elementos de cohesión y concordia.

En Timor Oriental, la Iglesia católica se propone seguir ofreciendo su contribución, en particular en los sectores de la educación, de la sanidad y de la reconciliación nacional. La crisis política sufrida por este joven Estado, así como por otros países de la región, evidencia una cierta fragilidad de los procesos de democratización. Peligrosos focos de tensión se fraguan en la Península de Corea. Debe perseguirse en el marco de la negociación el objetivo de la reconciliación del pueblo coreano y la desnuclearización de la Península, que tantos efectos beneficiosos tendría en toda la región. Conviene evitar los gestos que puedan comprometer las negociaciones, sin condicionar por ello a sus resultados las ayudas humanitarias destinadas a las capas más vulnerables de la población norcoreana.

Quisiera llamar vuestra atención sobre otros dos países asiáticos que son motivo de preocupación. En Afganistán, es necesario deplorar, a lo largo de los últimos meses, el aumento notable de la violencia y los ataques terroristas, que dificultan el camino hacia una salida de la crisis gravando pesadamente sobre las poblaciones locales. En Sri Lanka, el fracaso de las negociaciones de Ginebra entre el Gobierno y el Movimiento Tamil ha supuesto una intensificación del conflicto, que provoca inmensos sufrimientos entre la población civil. Sólo la vía del diálogo podrá garantizar un futuro mejor y más seguro para todos.

Oriente Medio es fuente también de grandes inquietudes. Por eso quise enviar una carta a los católicos de la región con motivo de la Navidad, para expresar mi solidaridad y mi proximidad espiritual con todos, y para animarles a continuar con su presencia en la región, con la certeza de que su testimonio será una ayuda y un apoyo para un futuro de paz y fraternidad. Renuevo mi urgente llamada a todas las partes implicadas en el complejo tablero político de la región, con la esperanza que se consoliden las señales positivas, entre Israelíes y Palestinos, verificadas durante las últimas semanas. La Santa Sede no se cansará nunca de repetir que las soluciones armadas no conducen a nada, como se ha visto en el Líbano el verano pasado. El futuro de este país pasa necesariamente por la unidad de todos los que lo integran y por las relaciones fraternas entre los diferentes grupos religiosos y sociales. Éste es un mensaje de esperanza para todos. No es posible tampoco contentarse con soluciones parciales o unilaterales. Para poner fin a la crisis y a los sufrimientos que ocasiona en las poblaciones, es necesario proceder según un enfoque global, que no excluya a nadie en la búsqueda de una solución negociada y que tenga en cuenta las aspiraciones y los legítimos intereses de los distintos pueblos implicados; en particular, los Libaneses tienen derecho a ver respetadas la integridad y la soberanía de su país; los Israelíes tienen derecho a vivir en paz en su Estado; los Palestinos tienen derecho a una patria libre y soberana. Si cada uno de los pueblos de la región ve sus aspiraciones tomadas en consideración y se siente

menos amenazado, se reforzará la confianza mutua. Esta misma confianza aumentará si un país como Irán, especialmente en lo que concierne a su programa nuclear, acepta dar una respuesta satisfactoria a las legítimas preocupaciones de la comunidad internacional. Los pasos dados en este sentido tendrán sin duda alguna un efecto positivo para la estabilidad de toda la región, y en particular de Iraq, poniendo fin a la espantosa violencia que ensangrienta este país y ofreciendo la posibilidad de relanzar su reconstrucción y la reconciliación entre todos sus habitantes.

Un poco más cerca, en Europa, nuevos países de larga tradición cristiana como Bulgaria y Rumania, han entrado en la Unión Europea. Al prepararnos para celebrar el cincuenta aniversario de los Tratados de Roma, se impone una reflexión sobre el Tratado constitucional. Deseo que los valores fundamentales que están a la base de la dignidad humana sean protegidos plenamente, en particular la libertad religiosa en todas sus dimensiones, así como los derechos institucionales de las Iglesias. Al mismo tiempo, no se puede hacer abstracción del innegable patrimonio cristiano de este continente, que contribuyó ampliamente a modelar la Europa de las Naciones y la Europa de los pueblos. El cincuenta aniversario de la insurrección de Budapest, celebrado en el mes de octubre pasado, nos ha recordado los acontecimientos dramáticos del siglo XX, incitando a todos los Europeos a construir un futuro libre de toda opresión y de todo condicionamiento ideológico, a establecer vínculos de amistad y fraternidad, y a manifestar solicitud y solidaridad hacia los más pobres y pequeños; del mismo modo, es importante superar las tensiones del pasado, promoviendo la reconciliación a todos los niveles, ya que sólo ésta es la que permite construir el futuro y favorecer la esperanza. Pido también a todos los que en el continente europeo son tentados por el terrorismo, que cesen toda actividad de este género, ya que tales comportamientos, que hacen prevalecer la violencia ciega y provocan el miedo en la población, constituyen una vía sin salida. Pienso también en los distintos "conflictos congelados", deseando que encuentren rápidamente una solución definitiva, así como en las tensiones recurrentes vinculadas hoy sobre todo a los recursos energéticos.

Deseo que la región de los Balcanes alcance la estabilidad que todos esperan, de modo particular gracias a la integración en las estructuras continentales por parte de las naciones que la componen, así como al apoyo de la comunidad internacional. El establecimiento de relaciones diplomáticas con la República de Montenegro, que acaba de entrar pacíficamente en el concierto de las naciones, y el Acuerdo de Base firmado con Bosnia Herzegovina, son dos signos de la atención constante de la Santa Sede hacia la región de los Balcanes. Mientras se acerca el momento en que se definirá el estatuto de Kosovo, la Santa Sede pide a todos los implicados un esfuerzo de sabiduría clarividente, de flexibilidad y de moderación, para que se encuentre una solución que respete los derechos y las legítimas expectativas de todos.

Las situaciones que he mencionado constituyen un reto que nos implica a todos; se trata de un reto consistente en promover y consolidar todo lo que de positivo hay en el mundo y a superar, con buena voluntad, sabiduría y tenacidad, todo lo que hiere, degrada y mata al hombre. Sólo será posible promover la paz si se respeta la persona humana, y sólo construyendo la paz es como se sentarán las bases de un auténtico humanismo integral. Aquí encuentra respuesta la preocupación ante el futuro de tantos contemporáneos nuestros. Sí, el futuro podrá ser sereno si trabajamos juntos por el hombre. El hombre, creado a imagen de Dios, tiene una dignidad incomparable; es tan digno de amor a los ojos de su Creador, que Dios no dudó en entregarle a su propio Hijo. Éste es el gran misterio de Navidad, que acabamos de celebrar, y cuyo clima de alegría se prolonga hasta nuestro encuentro de hoy. La Iglesia, en su compromiso al servicio del hombre y de la construcción de la paz, está al lado de todas las personas de buena voluntad, ofreciendo una colaboración desinteresada. Que juntos, cada uno en su puesto y con sus propios talentos, sepamos trabajar en la construcción de un humanismo integral, el único que puede garantizar un mundo pacífico, justo y solidario. Acompaño este deseo con la oración que elevo al Señor por todos vosotros y vuestras familias, por vuestros colaboradores y por los pueblos que representáis.

[00032-04.01] [Texto original: Francés]

• **TRADUZIONE IN LINGUA ITALIANA**

Signor Decano,

Eccellenze, Signore e Signori,

È con piacere che vi accolgo oggi, per questa tradizionale cerimonia di scambio degli auguri. Benché essa si rinnovi ogni anno, non si tratta tuttavia di una semplice formalità, ma di un'occasione per affermare la nostra speranza e per impegnarci sempre di più al servizio della pace e dello sviluppo delle persone e dei popoli.

In primo luogo, desidero ringraziare il vostro Decano, il Signor Ambasciatore Giovanni Galassi, per le gentili parole con le quali ha espresso i vostri auguri. Rivolgo un saluto particolare agli Ambasciatori che partecipano per la prima volta a questo incontro. Offro a tutti i miei auguri più cordiali e vi assicuro la mia preghiera, affinché il 2007 porti a voi, alle vostre famiglie, ai vostri collaboratori, a tutti i popoli ed ai loro dirigenti la felicità e la pace.

All'inizio dell'anno, siamo invitati a dare uno sguardo alla situazione internazionale per esaminare le sfide che siamo chiamati ad affrontare insieme. Tra le questioni essenziali, come non pensare ai milioni di persone, specialmente alle donne e ai bambini, che mancano di acqua, di cibo, di un tetto? Lo scandalo della fame, che tende ad aggravarsi, è inaccettabile in un mondo che dispone dei beni, delle conoscenze e dei mezzi per porvi fine. Esso ci spinge a cambiare i nostri modi di vita, ci richiama l'urgenza di eliminare le cause strutturali delle disfunzioni dell'economia mondiale e di correggere i modelli di crescita che sembrano incapaci di garantire il rispetto dell'ambiente e uno sviluppo umano integrale per oggi e soprattutto per domani. Invito di nuovo i Responsabili della Nazioni più ricche a prendere i provvedimenti necessari affinché i paesi poveri, spesso pieni di ricchezze naturali, possano beneficiare dei frutti dei beni che appartengono loro in modo proprio. Da questo punto di vista, il ritardo nella messa in opera degli impegni presi dalla comunità internazionale nel corso di tutti gli ultimi anni è fonte di preoccupazione. E' necessario augurarsi la ripresa dei negoziati commerciali del «Doha Development Round» dell'Organizzazione Mondiale del commercio, come il proseguimento e l'accelerazione del processo di cancellazione e di riduzione del debito dei paesi più poveri, senza che questo sia condizionato a misure di aggiustamento strutturale, nefaste per le popolazioni più vulnerabili.

Nell'ambito del disarmo, ugualmente, si moltiplicano sintomi di una crisi progressiva, legata alle difficoltà di negoziati sulle armi convenzionali così come sulle armi di distruzione di massa e, d'altra parte, all'aumento delle spese militari su scala mondiale. Le questioni di sicurezza, aggravate dal terrorismo, che bisogna condannare fermamente, devono essere trattate in un approccio globale e lungimirante.

Per quanto concerne le crisi umanitarie, occorre notare che le Organizzazioni che le affrontano hanno bisogno di un più forte sostegno, affinché siano in grado di fornire alle vittime protezione e assistenza. Un'altra questione che acquista sempre più rilievo è quella del movimento di persone: milioni di uomini e di donne sono costretti a lasciare le loro case e la loro patria a causa delle violenze oppure per ricercare condizioni di vita più dignitose. E' illusorio pensare che i fenomeni migratori potranno essere bloccati o controllati semplicemente attraverso la forza. Le migrazioni e i problemi che esse creano devono essere affrontati con umanità, giustizia e compassione.

Come non preoccuparsi dei continui attentati portati alla vita, dal concepimento fino alla morte naturale? Non risparmiano tali attentati anche quelle regioni dove la cultura del rispetto della vita è tradizionale, come in Africa, dove si tenta di banalizzare surrettiziamente l'aborto attraverso il Protocollo di Maputo, così come attraverso il Piano d'Azione adottato dai Ministri della Sanità dell'Unione Africana, e che sarà tra poco sottoposto al Summit dei capi di Stato e di Governo. Allo stesso modo si sviluppano minacce contro la struttura naturale della famiglia, fondata sul matrimonio tra un uomo e una donna, e tentativi di relativizzarla conferendole lo stesso statuto di forme di unione radicalmente diverse. Tutto ciò costituisce una offesa alla famiglia e contribuisce a destabilizzarla, violandone la specificità ed il ruolo sociale unico. Altre forme di aggressione alla vita sono talvolta commesse sotto l'apparenza della ricerca scientifica. Si fa largo la convinzione che la ricerca non abbia altre leggi all'infuori di quelle che vuole darsi e che non abbia alcun limite alle proprie possibilità. E' il caso, per esempio, dei tentativi di legittimare la clonazione umana per ipotetici fini terapeutici.

Questo quadro preoccupante non impedisce però di percepire gli elementi positivi che caratterizzano la nostra epoca. Vorrei citare in primo luogo la presa di coscienza crescente dell'importanza del dialogo tra le culture e tra le religioni. Si tratta di una necessità vitale, in particolare a motivo delle sfide comuni riguardanti la famiglia e la

società. Rilevo del resto le numerose iniziative in questo senso, che mirano a costruire le basi comuni per vivere nella concordia.

Si deve anche notare lo sviluppo della presa di coscienza della comunità internazionale nei confronti delle enormi sfide del nostro tempo, così come gli sforzi perché si traduca in atti concreti. In seno all'Organizzazione delle Nazioni Unite, è stato creato l'anno scorso il Consiglio dei Diritti dell'Uomo: occorre sperare che esso impiegherà la sua attività verso la difesa e la promozione dei diritti fondamentali della persona, in particolare il diritto alla vita e alla libertà religiosa. Parlando delle Nazioni Unite, sento il dovere di salutare con gratitudine S.E. il Signor Kofi Annan per l'opera compiuta nel corso del suo mandato. Formulo i migliori auguri per il suo successore S.E. il Signor Ban Ki-moon, nel momento in cui assume le sue funzioni.

Nel quadro dello sviluppo, sono state lanciate diverse iniziative, alle quali la Santa Sede non ha mancato di portare il suo sostegno, richiamando in pari tempo che questi progetti non devono sopprimere l'impegno dei paesi sviluppati a destinare lo 0,7% del loro prodotto interno lordo all'aiuto internazionale. Un altro elemento importante nello sforzo comune per l'eliminazione della miseria richiede non solamente un'assistenza, della quale non si può non desiderare l'espansione, ma anche la presa di coscienza dell'importanza della lotta alla corruzione e la promozione del buon governo. Occorre anche incoraggiare e proseguire gli sforzi al fine di assicurare l'applicazione del diritto umanitario alle persone ed ai popoli per una protezione più efficace delle popolazioni civili.

Considerando la situazione politica nei diversi continenti, troviamo ancora motivi di preoccupazione e di speranza. Constatiamo in primo luogo che la pace è spesso fragile e anche derisa. Non possiamo dimenticare il Continente Africano. Il dramma del Darfour prosegue e si estende alle regioni di confine del Tchad e della Repubblica Centrafricana. La comunità internazionale sembra impotente da ormai quattro anni, malgrado le iniziative destinate ad alleviare le popolazioni provate e a dare una soluzione politica. E' solamente attraverso una collaborazione attiva tra le Nazioni Unite, l'Unione Africana, i Governi interessati e altri protagonisti che questi mezzi potranno divenire efficaci. Invito tutti ad agire con determinazione: non possiamo accettare che tanti innocenti continuino a soffrire e a morire.

La situazione nel Corno d'Africa si è recentemente aggravata con la ripresa delle ostilità e l'internazionalizzazione del conflitto. Nel rivolgere un appello a tutte le parti in causa ad abbandonare le armi e a scegliere il negoziato, mi sia permesso di ricordare la memoria di suor Leonella Sgorbati che ha donato la sua vita al servizio dei più svantaggiati, invocando il perdono per i suoi uccisori. Che il suo esempio e la sua testimonianza possano ispirare tutti coloro che cercano realmente il bene della Somalia!

In Uganda, occorre auspicare il progresso dei negoziati tra le parti, in vista della fine di un conflitto crudele che vede persino l'arruolamento di numerosi bambini costretti a farsi soldati. Ciò permetterà ai numerosi profughi di ritornare nelle loro case e di ritrovare una vita degna. Il contributo dei capi religiosi e la recente designazione di un Rappresentante del Segretario Generale delle Nazioni Unite sono di buon auspicio. Lo ripeto: non dimentichiamo l'Africa e le sue numerose situazioni di guerra e di tensione. Occorre ricordare che solo i negoziati tra i diversi protagonisti possono aprire la strada ad una giusta composizione dei conflitti e fare intravedere dei progressi verso il consolidamento della pace.

La regione dei Grandi Laghi è stata insanguinata da anni da guerre senza pietà. E' con interesse e speranza che occorre accogliere i recenti sviluppi positivi, in particolare la conclusione della fase di transizione politica nel Burundi e più recentemente nella Repubblica Democratica del Congo. E' tuttavia urgente che i Paesi si impegnino per il ritorno al funzionamento delle istituzioni dello stato di diritto, per porre un freno a tutti gli arbitrii e per permettere lo sviluppo sociale. Mi auguro che in Rwanda il lungo processo di riconciliazione nazionale dopo il genocidio trovi il suo sbocco nella giustizia, ma anche nella verità e nel perdono. La Conferenza Internazionale sulla Regione dei Grandi Laghi, con la partecipazione di una delegazione della Santa Sede e dei rappresentanti di numerose conferenze episcopali nazionali e regionali dell'Africa centrale e orientale, lascia intravedere nuove speranze. Infine, vorrei menzionare la Costa d'Avorio, esortando le parti in causa a creare un clima di fiducia reciproca che possa condurre al disarmo e alla pacificazione, come pure l'Africa Australe: in questi paesi milioni di persone sono ridotte ad una situazione di grande vulnerabilità, che esige l'attenzione e



l'appoggio della comunità internazionale.

Segnali positivi per l'Africa vengono anche dalla volontà espressa dalla comunità internazionale di mantenere questo continente al centro della sua attenzione, e anche dal rafforzamento delle istituzioni continentali e regionali, che testimoniano l'intenzione dei paesi coinvolti di diventare sempre più responsabili del loro proprio destino. Occorre anche lodare l'atteggiamento degno delle persone che, ogni giorno, s'impegnano con determinazione a promuovere progetti che contribuiscano allo sviluppo e all'organizzazione della vita economica e sociale.

Il viaggio apostolico che effettuerò nel prossimo mese di maggio in Brasile mi dà l'occasione di volgere il mio sguardo verso questo grande paese, che mi attende con gioia, e verso tutta l'America Latina e i Caraibi. Il miglioramento di alcuni indici economici, l'impegno nella lotta contro il traffico di droga e contro la corruzione, i diversi processi di integrazione, gli sforzi per migliorare l'accesso all'educazione, per combattere la disoccupazione e per ridurre le disuguaglianze nella distribuzione dei redditi, costituiscono degli indizi da rilevare con soddisfazione. Se queste evoluzioni dovessero consolidarsi, potrebbero contribuire in maniera determinante a vincere la povertà che affligge vasti settori della popolazione e ad accrescere la stabilità istituzionale. Parlando delle elezioni che si sono svolte l'anno scorso in molti paesi, occorre sottolineare che la democrazia è chiamata a considerare le aspirazioni dell'insieme dei cittadini, a promuovere lo sviluppo nel rispetto di tutte le componenti della società, secondo i principi della solidarietà, della sussidiarietà e della giustizia. Bisogna però mettere in guardia contro il rischio che l'esercizio della democrazia si trasformi nella dittatura del relativismo, proponendo modelli antropologici incompatibili con la natura e la dignità dell'uomo.

La mia attenzione si volge in modo particolare verso alcuni paesi, segnatamente la Colombia, dove il lungo conflitto interno ha provocato una crisi umanitaria, soprattutto per ciò che concerne i profughi. Si devono fare tutti gli sforzi per pacificare il paese, per restituire alle famiglie i loro parenti che sono stati rapiti, per ridare sicurezza e una vita normale a milioni di persone. Tali segni daranno fiducia a tutti, ivi compresi coloro che sono stati coinvolti nella lotta armata. Il nostro sguardo si rivolge anche verso Cuba. Auspicando che ciascuno dei suoi abitanti possa realizzare le sue aspirazioni legittime nell'impegno per il bene comune, permettetemi di ripetere l'appello del mio venerato Predecessore: "Che Cuba si apra al mondo e il mondo a Cuba". L'apertura reciproca con gli altri paesi non potrà che essere a beneficio di tutti. Non lontano da lì, il popolo haitiano vive sempre in una grande povertà e nella violenza. Formulo voti affinché l'interesse della comunità internazionale, manifestato tra l'altro dalle conferenze dei donatori che si sono tenute nel 2006, conduca al consolidamento delle istituzioni e permetta al popolo di diventare artefice del proprio sviluppo, in un clima di riconciliazione e di concordia.

L'Asia presenta prima di tutto paesi che sono caratterizzati da una popolazione molto numerosa e da un grande sviluppo economico. Penso alla Cina e all'India, paesi in piena espansione, auspicando che la loro crescente presenza sulla scena internazionale determini dei benefici per le stesse popolazioni e per le altre nazioni. Così pure formulo voti augurali al Viet-Nâm, rammentando la sua recente adesione all'Organizzazione Mondiale del Commercio. Il mio pensiero si volge ora alle comunità cristiane. Nella maggior parte dei paesi dell'Asia si tratta spesso di comunità piccole ma vivaci, che desiderano legittimamente poter vivere e agire in un clima di libertà religiosa. E' al tempo stesso un diritto naturale e una condizione che permetterà loro di contribuire al progresso materiale e spirituale della società, e di essere elemento di coesione e di concordia.

A Timor Est, la Chiesa cattolica intende continuare ad offrire il suo contributo in particolare nei settori dell'educazione, della sanità e della riconciliazione nazionale. La crisi politica attraversata da questo giovane Stato, come del resto, anche da altri paesi della regione, mette in evidenza una certa fragilità dei processi di democratizzazione. Pericolosi focolai di tensione covano nella penisola della Corea. L'obiettivo della riconciliazione del popolo coreano e della de-nuclearizzazione della Penisola, che avranno degli effetti benefici in tutta la regione, devono essere perseguiti nel quadro dei negoziati. Occorre evitare gesti che possano compromettere le trattative, senza tuttavia condizionare ai risultati gli aiuti umanitari destinati agli strati più vulnerabili della popolazione.

Vorrei attirare la vostra attenzione su altri due paesi asiatici che sono motivo di preoccupazione. In Afghanistan,

nel corso degli ultimi mesi, occorre ahimè deplorare un aumento notevole della violenza e degli attacchi terroristici, che rendono difficile il cammino verso l'uscita dalla crisi e che pesano gravemente sulla popolazione locale. In Sri Lanka il fallimento dei negoziati di Ginevra tra il Governo e il Movimento Tamil ha prodotto una intensificazione del conflitto, che provoca immense sofferenze tra la popolazione civile. Solo la via del dialogo potrà assicurare un futuro migliore e più sicuro per tutti.

Anche il Medio Oriente è fonte di grandi inquietudini. Per questo ho voluto indirizzare una lettera ai cattolici della regione in occasione del Natale, per esprimere la mia solidarietà e la mia vicinanza spirituale con tutti, e per incoraggiarli a proseguire la loro presenza nella regione, sicuro che la loro testimonianza sarà un aiuto e un sostegno in vista di un futuro di pace e di fraternità. Rinnovo il mio pressante appello a tutte le parti in causa nel complesso scacchiere politico della regione, con la speranza che si consolidino i segni positivi tra Israeliani e Palestinesi registrati nel corso delle ultime settimane. La Santa Sede non smetterà di ripetere che le soluzioni militari non conducono a nulla, come si è potuto vedere in Libano l'estate scorsa. Il futuro di questo paese passa necessariamente attraverso l'unità di tutte le sue componenti e attraverso le relazioni fraterne tra i diversi gruppi religiosi e sociali. Ciò costituisce un messaggio di speranza per tutti. Non è possibile accontentarsi di soluzioni parziali o unilaterali. Per porre termine alla crisi e alle sofferenze che essa causa nelle popolazioni, bisogna procedere attraverso un approccio globale, che non escluda nessuno dalla ricerca di una soluzione negoziata e che tenga conto delle aspirazioni e degli interessi legittimi dei diversi popoli coinvolti; in modo particolare, i Libanesi hanno diritto a vedere rispettata l'integrità e la sovranità del loro paese; gli Israeliani hanno il diritto di vivere in pace nel loro Stato, i Palestinesi hanno il diritto ad una patria libera e sovrana. Se ciascuno dei popoli della regione vede le sue aspettative prese in considerazione e si sente meno minacciato, la fiducia reciproca si rafforzerà. Questa stessa fiducia si svilupperà se un paese come l'Iran, specialmente per quanto concerne il suo programma nucleare, accettasse una risposta soddisfacente alle preoccupazioni legittime della comunità internazionale. Dei passi compiuti in questo senso avranno senza alcun dubbio un effetto positivo per la stabilizzazione di tutta la regione, e dell'Iraq in particolare, mettendo fine alla spaventosa violenza che insanguina questo paese, e offrendo la possibilità di rilanciare la sua ricostruzione e la riconciliazione tra tutti i suoi abitanti.

Più vicino a noi, in Europa, nuovi paesi, la Bulgaria e la Romania, paesi di lunga tradizione cristiana, hanno fatto il loro ingresso nell'Unione europea. Nel momento in cui ci si appresta a celebrare il cinquantesimo anniversario dei Trattati di Roma, una riflessione si impone sul Trattato costituzionale. Mi auguro che i valori fondamentali che sono alla base della dignità umana siano pienamente protetti, in particolare la libertà religiosa in tutte le sue dimensioni e i diritti istituzionali delle Chiese. Allo stesso modo, non si può prescindere dall'innegabile patrimonio cristiano di questo continente, che ha largamente contribuito a modellare l'Europa delle nazioni e l'Europa dei popoli. Il cinquantesimo anniversario dell'insurrezione di Budapest, festeggiato nell'ottobre scorso, ci ha ricordato gli avvenimenti drammatici del ventesimo secolo che spingono tutti gli Europei a costruire un futuro libero da ogni oppressione e condizionamento ideologico, a tessere legami di amicizia e di fraternità, e a manifestare sollecitudine e solidarietà verso i più poveri e i più piccoli: allo stesso modo, è importante purificare le tensioni del passato, promuovendo la riconciliazione a tutti i livelli, perché essa sola permette di costruire il futuro e di aprirsi alla speranza. Faccio appello anche a tutti coloro che, nel continente europeo, sono tentati dal terrorismo, a cessare ogni attività di questo tipo, perché tali comportamenti, che fanno prevalere la violenza e che provocano paura presso le popolazioni, costituiscono una strada senza uscita. Penso anche ai diversi «conflitti congelati», auspicando che possano trovare rapidamente una soluzione definitiva, e alle tensioni ricorrenti, legati ai nostri giorni soprattutto alle risorse energetiche.

Mi auguro che la regione dei Balcani giunga alla stabilità che tutti sperano, in particolare grazie all'integrazione delle nazioni che la compongono nelle strutture continentali e al sostegno della comunità internazionale. L'allacciamento di relazioni diplomatiche con la Repubblica del Montenegro, appena entrata pacificamente nel concerto delle Nazioni, e l'Accordo di Base firmato con la Bosnia Erzegovina, costituiscono delle prove dell'attenzione costante della Santa Sede per la regione dei Balcani. Mentre si avvicina il momento in cui sarà definitivo lo statuto del Kosovo, la Santa Sede domanda a tutti coloro che sono coinvolti uno sforzo di saggezza lungimirante, di flessibilità e di moderazione affinché sia trovata una soluzione rispettosa dei diritti e della attese legittime di tutti.

Le situazioni che ho voluto evocare costituiscono una sfida che ci riguarda tutti; si tratta di una sfida che consiste

nel promuovere e consolidare tutto ciò che c'è di positivo nel mondo e a superare, con buona volontà, saggezza e tenacia, tutto ciò che ferisce, degrada e uccide l'uomo. Solo rispettando la persona umana è possibile promuovere la pace, e solo costruendo la pace si pongono le basi per un autentico umanesimo integrale. Qui si trova la risposta alla preoccupazione di tanti nostri contemporanei sul futuro. Sì, l'avvenire potrà essere sereno se lavoriamo insieme per l'uomo. L'uomo, creato ad immagine di Dio, possiede una dignità incomparabile; l'uomo è così degno d'amore agli occhi del Suo Creatore, che Dio non ha esitato a donare per lui il suo proprio Figlio. E' questo il grande mistero del Natale, che abbiamo appena celebrato e la cui atmosfera gioiosa si estende anche al nostro incontro odierno. Nel suo impegno al servizio dell'uomo e alla costruzione della pace, la Chiesa si pone al fianco di tutte le persone di buona volontà offrendo una collaborazione disinteressata. Che insieme, ciascuno al suo posto e con i suoi propri talenti, sappiamo lavorare alla costruzione di un umanesimo integrale che solo può assicurare un mondo pacifico, giusto e solidale. Questo augurio si accompagna con la preghiera che elevo al Signore per voi, per le vostre famiglie, per i vostri collaboratori e per i popoli che rappresentate.

Grazie a tutti!

[00032-01.01] [Testo originale: Francese]

Sono 175 gli Stati che attualmente intrattengono relazioni diplomatiche piene con la Santa Sede. A questi 175 Stati vanno aggiunti le Comunità Europee ed il Sovrano Militare Ordine di Malta e due Missioni a carattere speciale: la Missione della Federazione Russa, retta da un Ambasciatore, e l'Ufficio dell'Organizzazione per la Liberazione della Palestina (OLP), guidata da un Direttore. Il 16 dicembre 2006, la Santa Sede ha stabilito Relazioni diplomatiche con la Repubblica di Montenegro, a livello di Nunziatura Apostolica da parte della Santa Sede e di Ambasciata da parte della Repubblica di Montenegro. Sempre nel 2006, la Santa Sede ha firmato (19 aprile) un Accordo di Base fra la Santa Sede e la Bosnia ed Erzegovina, con cui vengono confermati alcuni principi e definite alcune disposizioni circa questioni di interesse comune. Ancora, il 9 ottobre 2006, la Santa Sede ha proceduto allo scambio degli Strumenti di ratifica dell'Accordo, che era stato firmato il 29 novembre 2005 fra la Santa Sede e la Città Libera e Anseatica di Amburgo per regolare i rapporti fra la Chiesa cattolica e detta Città-Land. L'Accordo è entrato in vigore il giorno successivo allo scambio degli Strumenti di ratifica, a norma dell'Articolo 23, comma 2, dell'Accordo medesimo.[00033-01.01][B0013-XX.01]

---